

Avec les travailleurs sans-papiers de Chronopost Alfortville

Rassemblons-nous devant la Préfecture !

Présents nuit et jour devant l'agence Chronopost d'Alfortville **depuis le 11 juin**, des dizaines de travailleurs sans-papiers en grève, soutenus par de nombreux sans-papiers d'autres entreprises, se battent pour exiger leur régularisation. **Depuis maintenant plus de 4 mois**, ces travailleurs et leurs soutiens ont multiplié les manifestations pour se faire entendre.

Chronopost (filiale à 100% de La Poste, elle-même propriété de l'Etat), exploite ces travailleurs en se cachant derrière **un système de sous-traitance en cascade**, impliquant la société Derichebourg et des sociétés d'intérim comme Mission Intérim. **A ce jour, aucune de ces sociétés ne veut se reconnaître comme employeur de ces travailleurs, et leur donner les documents permettant leur régularisation.**

Au contraire, ces patrons complices s'arrangent pour maintenir ces travailleurs dans la précarité et la clandestinité, en faisant tout pour les écarter d'une possible régularisation par le travail (rotation rapide, utilisation de primo-arrivants, non reconduction des missions...), espérant ainsi disposer d'un personnel totalement soumis.

De son côté, **L'Etat**, à travers les ministères de l'intérieur et du travail, **affiche depuis le 11 juin une complicité permanente avec la Poste et ses sous-traitants !**

La préfecture du Val de Marne a reçu 2 fois les travailleurs en lutte, les 11 et 27 septembre. Si un discours de « bienveillance » a été affiché, la préfecture ne s'engageait pas à régulariser l'ensemble des camarades de Chronopost en lutte, revenait sur l'instauration d'un véritable « guichet unique » pour le dépôt et le traitement des dossiers au niveau du Val de Marne, et demandait la levée du piquet avant tout dépôt de dossiers des autres travailleurs présents sur le site. Les grévistes et leurs soutiens ont adressé un nouveau courrier à la Préfecture le 1^{er} octobre pour préciser leurs revendications. **Nous n'avons pas eu de réponse à ce jour.**

C'est donc pour obtenir des réponses à nos demandes, et avancer sur les modalités de règlement du conflit, que nous nous rassemblerons à nouveau devant la Préfecture, vendredi 18 octobre, en demandant à être reçus, et enfin réellement entendus.

Vendredi 18 octobre à 16H

Rassemblement devant la Préfecture à Créteil (Av. Du Gal De Gaulle-M^o Créteil Préfecture)

Pétition : <http://chng.it/XWfPjQyNBB> Cagnotte : <https://www.lepotsolidaire.fr/pot/7g909is1>



06 29 82 52 96



01 44 62 12 00



01 43 77 06 42



09 87 53 87 56



Avec les soutiens de